71e Année N° 29 bis **NUMERO SPECIAL** 23 avril 2026

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1er ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
• 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages ..... 600 F • 32 à 44 pages ..... 1000 F • 48 à 60 pages ..... 1500 F • Plus de 60 pages ..... 2 000 F	• TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE ..... 40 000 F	• Récépissé de déclaration d'associations .... 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1er et 2e insertions) ..... 20 000 F • Avis d'immatriculation ..... 10 000 F • Certification du JO ..... 500 F

N.B. : Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.
Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél. : (228) 22 21 37 18 / 22 21 61 07 / 08 Fax (228) 22 22 14 89 - BP: 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DU CONSEIL - TEL. : 22 21 27 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

2026

25 février-Décret n° 2026-035/PC portant admission en grade hors hiérarchie de magistrats..... 2

1er avril -Décret n° 2026-047/PC portant nomination du chef du corps des agents des eaux et forêts..... 3

1er avril - Décret n° 2026-048/PC portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de **Pana**..... 3

1er avril - Décret n° 2026-049/PC portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de **Mamproug**..... 4

1er avril - Décret n° 2026-050/PC portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de **Tchamonga**..... 5

1er avril - Décret n° 2026-051/PC portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de **Namoundjoga**..... 6

1er avril - Décret n° 2026-052/PC portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de **Gando**..... 6

1er avril - Décret n° 2026-053/PC portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de **Niamtougou**..... 7

1er avril - Décret n° 2026-054/PC portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de **Nadjoundi**..... 8

1er avril - Décret n° 2026-055/PC portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'**Amaïdè**..... 9

1er avril - Décret n° 2026-056/PC portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'**Anfoin**..... 9

1er avril - Décret n° 2026-057/PC portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton de **Gbodjomé**..... 10

1er avril - Décret n° 2026-058/PC portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton de **Gbalavé**..... 11

1er avril - Décret n° 2026-059/PC portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton de **Kpédomé**..... 12

1er avril - Décret n° 2026-060/PC portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'**Aképé**..... 12

1er avril - Décret n° 2026-061/PC portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'**Ouma**..... 13

1er avril - Décret n° 2026-062/PC fixant les indemnités de fonction attribuées aux chefs de cantons et assimilés pour l'exercice 2026..... 14

1er avril - Décret n° 2026-063/PC portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'**Agou Nyogbo-Nord**..... 27

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 2026-035/PC du 25 février 2026 portant admission en grade hors hiérarchie de magistrats

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice et des droits humains, du ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi organique n° 96-11 du 21 août 1996 fixant statut des magistrats, modifiée par la loi organique n° 2013-007 du 25 février 2013, notamment en son article 17 nouveau ;

Vu la loi organique n° 97-04 du 06 mars 1997 portant organisation et fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ;

Vu la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 relative au régime des pensions civiles et militaires de la caisse de retraites du Togo ;

Vu la loi n° 2013-002 du 21 janvier 2013 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 97-224/PR du 04 décembre 1997 portant modalités d'application de la loi organique n° 96-11 du 21 août 1996 fixant statut des magistrats, modifié par le décret n° 2013-047/PR du 13 juin 2013 et le décret n° 2018-122/PR du 1er août 2018 ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de délibération du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) en date du 25 février 2025 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Sont classés hors hiérarchie à compter du 02 septembre 2024 les magistrats du 1er grade, 1er groupe, 3e échelon dont les noms suivent :

- Monsieur **AGBA Anani Kossi ;**
- Monsieur **DEGBOVI Koffi ;**
- Monsieur **LOXOGA Kuma ;**
- Monsieur **POKANAM-LARE Nounguine ;**
- Monsieur **TAGBE Koffi.**

Article 2 : Un bonus mensuel de cent cinquante mille (150 000) francs CFA est accordé à chacun des intéressés avec effet à compter du 02 septembre 2024.

Toutefois, Messieurs AGBA Anani Kossi et POKANAM-LARE Nounguine, en détachement, ne peuvent prétendre au bénéfice de ce bonus mensuel qu'en cas de reprise de service dans le corps judiciaire.

Article 3 : Le garde des sceaux, ministre de la justice et des droits humains, le ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 25 février 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

Le ministre de la justice et des droits humains

Maître Pacôme Yawovi M. Amenyo ADJOUROUVI

DECRET N° 2026-047/PC du 1er avril 2026 portant nomination du chef du corps des agents des eaux et forêts

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur proposition du ministre de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu le décret n° 2011-178/PR du 07 décembre 2011 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et des ministres ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : **Le Colonel ATAFAÏ Tchangani** est nommé chef du corps des agents des eaux et forêts.

Article 2 : Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 3 : Le ministre de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique

Prof. Dodzi Komla KOKOROKO

DECRET N° 2026-048/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de Pana

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de consultation populaire organisée le 24 janvier 2026 dans le canton de Pana (préfecture de Tône) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie de consultation populaire de monsieur **FAUGUENE Tiyabe**, en qualité de chef du canton de Pana (préfecture de Tône).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **FAUGUENE Tiyabe**, chef du canton de Pana, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-049/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de Mamproug

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de consultation populaire organisée le 28 janvier 2026 dans le canton de Mamproug (préfecture Tandjoare) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie de consultation populaire de monsieur **KOMBATE Moïbila**, en qualité de chef du canton de Mamproug (préfecture de Tandjoare).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **KOMBATE Moïbila**, chef du canton de Mamproug, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-050/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de Tchamonga

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de consultation populaire organisée le 03 février 2026 dans le canton de Tchamonga (préfecture de l'Oti-Sud) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie de consultation populaire de monsieur **LAMBONI Nanibaké**, en qualité de chef du canton de Tchamonga (préfecture de l'Oti-Sud).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **LAMBONI Nanibaké**, chef du canton de Tchamonga, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-051/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de Namoundjoga

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de consultation populaire organisée le 20 janvier 2026 dans le canton de Namoundjoga (préfecture de Kpendjal-Ouest) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie de consultation populaire de monsieur **DOUTI Kondandja Alassane**, en qualité de chef du canton de Namoundjoga (préfecture de Kpendjal-Ouest).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **DOUTI Kondandja Alassane**, chef du canton de Namoundjoga, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-052/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de Gando

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de consultation populaire organisée le 03 février 2026 dans le canton de Gando (préfecture de l'Oti-Sud) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie de consultation populaire de monsieur **GNOIRE Sowérina Etienne**, en qualité de chef du canton de Gando (préfecture de l'Oti-Sud).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **GNOIRE Sowérina Etienne**, chef du canton de Gando, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-053/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de Niamtougou

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de consultation populaire organisée le 07 février 2026 dans le canton de Niamtougou (préfecture de Doufelgou) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie de consultation populaire de monsieur **KATOMA Himana**, en qualité de chef du canton de Niamtougou (préfecture de Doufelgou).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **KATOMA Himana**, chef du canton de Niamtougou, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-054/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie de consultation populaire du chef du canton de Nadjoundi

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de consultation populaire organisée le 22 janvier 2026 dans le canton de Nadjoundi (préfecture de Cinkassé) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie de consultation populaire de monsieur **MISSONGLE Gouma Ibrahim**, en qualité de chef du canton de Nadjoundi (préfecture de Cinkassé).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **MISSONGLE Gouma Ibrahim**, chef du canton de Nadjoundi, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-055/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'Amaïdè

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de réunion de conseil coutumier organisée le 05 mars 2023 dans le canton d'Amaïdè (préfecture de Tchaoudjo) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de monsieur **OURO-DJERI Tchagara**, en qualité de chef du canton d'Amaïdè (préfecture de Tchaoudjo).

Article 2 : Il est alloué à **monsieur OURO-DJERI Tchagara**, chef du canton d'Amaïdè, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-056/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'Anfoin

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de réunion de conseil coutumier organisée le 23 février 2025 dans le canton d'Anfoin (préfecture des Lacs) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de monsieur **TEKO Akouété**, sous le nom de trône de **Togbé TEKO Akouété Apétovi V**, en qualité de chef du canton d'Anfoin (préfecture des Lacs).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **TEKO Akouété**, chef du canton d'Anfoin, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-057/PC du 1er avril 2026
portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton de Gbodjomé

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de réunion de conseil coutumier organisée le 07 août 2017 dans le canton de Gbodjomé (préfecture des Lacs) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de monsieur **TOGBE ATTI Kokou**, sous le nom de trône de **Togbui Kokou TOGBE ATTI IV**, en qualité de chef du canton de Gbodjomé (préfecture des Lacs).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **TOGBE ATTI Kokou**, chef du canton de Gbodjomé, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-058/PC du 1er avril 2026
portant reconnaissance de la désignation
par voie coutumière du chef du canton de Gbalavé

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de réunion de conseil coutumier organisée le 29 août 2020 dans le canton de Gbalavé (préfecture de Kloto) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de monsieur **ABOTSIVIA Komlan Dodji**, sous le nom de trône de **ADATSI IV**, en qualité de chef du canton de Gbalavé (préfecture de Kloto).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **ABOTSIVIA Komlan Dodji**, chef du canton de Gbalavé, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-059/PC du 1er avril 2026
portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton de Kpédomé

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de réunion de conseil coutumier organisée le 13 avril 2017 dans le canton de Kpédomé (préfecture de Haho) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de monsieur **ABOUA Ajavon**, en qualité de chef du canton de Kpédomé (préfecture de Haho).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **ABOUA Ajavon**, chef du canton de Kpédomé, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

———

DECRET N° 2026-060/PC du 1er avril 2026
portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'Aképé

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de réunion de conseil coutumier organisée le 23 janvier 2023 dans le canton d'Aképé (préfecture de l'Avé) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de monsieur **DORKENOO Kokou Amétowonyézi**, sous le nom de trône de **Togbui DORKENOO V**, en qualité de chef du canton d'Aképé (préfecture de l'Avé).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **DORKENOO Kokou Amétowonyézi**, chef du canton d'Aképé, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-061/PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'Ouma

LE PRESIDENT DU CONSEIL

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de réunion de conseil coutumier organisée le 23 mai 2024 dans le canton d'Ouma (préfecture d'Amou) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de monsieur **NAYO Yao Bertin**, sous le nom de trône de **Bertin NAYO GOUMA III**, en qualité de chef du canton d'Ouma (préfecture d'Amou).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **NAYO Yao Bertin**, chef du canton d'Ouma, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-062/PC du 1er avril 2026 fixant les indemnités de fonction attribuées aux chefs de cantons et assimilés pour l'exercice 2026

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget ;

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007- 002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier : Les indemnités annuelles de fonction attribuées aux chefs de cantons et assimilés pour l'exercice 2026 sont fixées comme suit :

REGION MARITIME

PREFECTURE D'AGOE-NYIVE

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Agoè-Nyivé	Kodjo Hélou Aristide Edmond-SEDZRO IV	1 058 400
2	Adétikopé	ASSIMADI WODENOU Yaovi	529 200
3	Légbassito	Dzidjoli Koami AGBOTRO-LOGBO IV	793 800
4	Vakpossito	Komlan AZIAGBEDE HOSSOU IV	529 200
5	Sanguéra	Dossè HOUNKPETOR IV	529 200
6	Togblé	Victor Hola KPODO-DRA IV	793 800

PREFECTURE DU GOLFE

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Aflao-Gakli	Frédéric Mawuto DETU-DZIDZOLI X	1 058 400
2	Amoutiévé	Agboly DADJIE-ADJALLE VI	793 800
3	Bè	Louis Mawuko Kwami AKLASSOU IV	793 800

PREFECTURE DES LACS

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Trône Lolan de la ville d'Aného	LAWSON BODY Latévi Adondjégoun (Régent)	793 800
2	Ville Aného (DES ADJIGO)	Ahlonko M.S. BRUCE - Nana Anè OHINIKO Nènè QUAM DESSOU XV (Chef Trad.)	793 800
3	Agbodrafo	ASSIAKOLEY MENSAH Aholou Seddoh	1 058 400
4	Fiata	ANENOU Amah Fafanéva Augustin	529 200
5	Agouègan	Foli KPONVE-ALOFA	529 200
6	Ganavé	Dovi DEGBEY 1er	529 200

PREFECTURE DE BAS-MONO

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Afagnagan	Améli Agbéko ADOLEHOUME VI	529 200
2	Afagnan	Ahonsou Aristide CHAOLD	793 800
3	Hompou	Mikpossomé MESSAN ABONI II	529 200
4	Agbétiko	Kouégan LAKOUSSAN IV	529 200
5	Kpétsou	Kalénou ABIDI 1er	529 200

PREFECTURE DE VO

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Vogan	Sènu Odzima KALIPE IV	1 058 400
2	Togoville	MLAPA Mensah Kwassi	793 800
3	Anyronkopé	Sasou DRAVIE-ANYRON IV	529 200
4	Vo-Koutimé	Zouméké AKAKPO	793 800
5	Dzrékpo	Koffi Dzoboku AMENYRA-ADO VI	1 058 400
6	Dagbati	N'Soukpoè NOUDOUKOU II	793 800
7	Sévagan	Koissi S. AGBODJI DOUGBE IV	793 800
8	Akoumapé	SEDZRO Kouassi	793 800

PREFECTURE DE YOTO

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Tabligbo	VIAGBO Fiawobéyépé	793 800
2	Gboto	Kokou EKONVI	529 200
3	Tokpli	Yawovi TOUDJI DEGBE	529 200
4	Tchêkpo	Attibogan Komlan KONDO TOUGLO III	529 200
5	Sédomé	Agossou AFIDEGNON IV	529 200
6	Amoussimé	Kossi Minontikpo AKPODO TOKLOKPA III	529 200
7	Kini-Kondji	Kodjo Agbolété KINI IV	529 200
8	Essè-Godjin	AMOUZOU Kokou Noèté	793 800
9	Ahépé	ASSIGNON Egbewossi Sara	793 800

PREFECTURE DE ZIO

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Tsévié	PASSAH Komlan Agbessi Assito	1 058 400
2	Gblainvié	TOULASSI Komi Dodji	529 200
3	Davié-Assomé	DOGBLA Komi Théodore	529 200
4	Wli	Essi Venougne AGBEDANOU	529 800
5	Mission-Tové	Mama Dogbéda Essi KPELLY IV (Nouveau)	793 200
6	Kpomé	Yao AKLASSOU V	529 200
7	Gbatopé	MAGLO Kossi Mawuli	793 800
8	Gapé-Centre	Paul Koffi FETSEVI	793 800
9	Bolou	Aména Kpoèmé Kossi AGBOZO IV	529 200
10	Agbélouvé	Robert Yawo DAVI ALLAGAH V	793 800
11	Abobo	Roger Dzigbodi Koffi TOFFA VIII	529 200
12	Kovié	Kossivi KOSSI-ZAVON MODJRO IV	529 200
13	Gamé	Yaovi NOUDODA AGBO-HENYO VIII	793 800
14	Gapé-Kpodzi	Kokou ADZAKLO EHLAN IV	529 200
15	Djagblé	ADONSSOU Kossi Jérôme	529 200
16	Dalavé	ESSEH Yao Mawunyo	529 200

PREFECTURE DE L'AVE

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Assahoun	Togbui NOMENYO BELETE III	793 800
2	Badja	AKOUTSA Komi	529 200
3	Dzolo	AMAGLO Yawo Mawulolo	529 200
4	Noépé	Philibert Yaogan ALAKPA IV	529 200
5	Edzi	AHIATROGA Yao	529 2000

REGION DES PLATEAUX

PREFECTURE DE L'OGOU

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Djama	AMEGAN Mensah	793 800
2	Woudou	FENOU Awaga-Tognikin Koffi-OHOSSOU GBEWA II	793 800
3	Katoré	ASSOGBALA GOGA BAGANA Mahouena IDAYE IV	793 800
4	Gléï	ALADJI Kokou Aléhé Ayéfouni	793 800

PREFECTURE DE L'ANIE

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Anié	KILANI Sossavi	1 058 400
2	Glitto	WOROU Ezin	529 200
3	Atchinédji	OTOUDE Gbédji	529 200

PREFECTURE DE L'EST-MONO

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Elavagnon	GOTOMA Dikerba (Régent)	793 800
2	Nyamassila	BOSSOU Christine Komie	529 200
3	Kpessi	Fia AKOUVI Edem Ari Kwamivi	529 200
4	Gbadjahè	PAKA Padanassirou	529 000

PREFECTURE DE KLOTO

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Kpalimé	Dodzi APETOR HON VI	793 800
2	Kpadapé	Kodjo TEGBLE AGBOKOU IV	529 200
3	Kuma	Tchini Koffinyo DOM GAMETI WEDZI VII	529 200
4	Kpimé	N'KUAKO Kodjovi Mawuena Awako IV	529 800
5	Womé	Adja Kokou K. Kuma DZEDO V	529 200
6	Tomé	Koffi HEDJAKPO	529 200
7	Lavié-Apédomé	ZIGAN Kokou Folly	529 200
8	Tové	AGBADA Kodjo Eboe Amevo	529 200
9	Lavié	GBODZO Koffi Atsu Sitsope	529 200
10	Agomé-Yoh	APETCHO Koffi Mawuli	529 200

PREFECTURE D'AGOU

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Agou-Tavié	KPONYE Kossi Mawutodji EGU-LETE XI	529 200
2	Agou-Nyogbo-Sud	BIEM Komla Wonyui - PEBI V	529 200
3	Agotimé-Nord	Dotsè TEDEKOU III	529 200
4	Agotimé-Sud	NYAGAMAGO Komi PATTAH IV	529 800
5	Gadja	EKLU Koffitsè Anani	529 200
6	Agou-Iboè	TUTUAKU Sitsofé Fayom	793 800
7	Agou-Kébo	N'YAGBLOTO Kossi Séna	793 800
8	Agou-Atigbé	Avocati Komlan Klili BOTRY VI	793 800
9	Kati	Kossi Kekessi TOVE V	529 200
10	Amoussoukopé	SOGLO Messah Mawunyo	529 200
11	Assahoun-Fiagbé	EKLOU Komla Ganyo	529 200

PREFECTURE DE DANYI

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Danyi-Attigba	KPEGBA Yawo David	529 200
2	Yipka	GBLOKPOR Komi Sena	529 200
3	Danyi-Elavagnon	GOLO Kossi Komlan ETSI V	529 200
4	Danyi-Atigba-Evita	Agbeko VOULEY Kowudadé IV	529 200
5	Ahlon	GOLO Yao Lébénè	529 200

PREFECTURE DE HAHO

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Notsè	Agboli AGOKOLI IV	1 058 400
2	Wahala	NIMAH Kokou Banawé PAPALY III	793 800
3	Assrama	Komlanvi Mawuko EDOH II	1 058 400
4	Dalia	Kossi Amégnona ANLONTOU-ADAKO II	1 058 400
5	Atchavé	Yao FOLLIDJE-AKAKPO III	529 200

PREFECTURE DU MOYEN-MONO

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Tohoun	Davi Koulikpo ADJAVIVI XI	793 800
2	Kpékplémé	Séwadé YETO IV	793 800
3	Saligbé	DETCHENI Adjo épse LECOURT	529 200
4	Katomé	AYEBOU Soussoukpo	529 200

PREFECTURE D'AMOU

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Témédja	Sédoamé Kouami IHOU III	1 058 400
2	Otadi	Dodzi DABIDA III	793 800
3	Amou-Oblo	OSSEYI Kudjo Kufualè (Régent)	793 800
4	Ekpégnon	Izaledu Novignon Ivlabue-ASSOGBAVI II	529 200
5	Kpatégan	Komlan Innocent YOVO EBOUAKA III	793 800
6	Hihéatro	ATCHOU Fo Dzifa Antoine Gabume	1 058 400
7	Gamé	ADZONOU Koffi Natèmèyè	793 800
8	Imlé	KEKOU Kokouvi Watèba	529 200
9	Avédjé-Itadi	LANTOMEY Ankou	529 200
10	Adiva	DEDEHO Kokou	529 200
11	Evou	Komlan WOENAGNON EKPETSU IV	529 200
12	Sodo	Kwami Charles Mao ANI ADDO IV	529 200
13	Okpahoué	AMETO Ankou	529 200

PREFECTURE DE WAWA

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Badou	Yao Nana Gaboussou EGBLOMASSE IV	1 058 400
2	Gobé	WOELEDJI Komlatsè - NOAGBE III	793 800
3	Kpétè-Bèna	Koudzo ADZRAKOU FOLLY IV	793 800
4	Ekéto	Kossi DJAGBAVI IV	793 800
5	Ounabé	Sosthène Atchou ADJASSEM	529 200
6	Gbadi-N'Kugna	Laurent Koffi EKPETCHOU ADOULE II	529 200
7	Doumé	Kwami AVONYON 1er	529 200
8	Klabè-Efoukpa	KPOKOU Kossi Agbeko	529 200

PREFECTURE DE L'AKEBOU

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Kougnohou	Kodzovi HOVI ANONENE IV	1 058 400
2	Yalla	YEWU Kokou Agbéko	529 200
3	Kamina-Akébou	GNADOU Kodjo	529 200
4	Kpalavé	MOUKARO Donko Komla	529 200
5	Vèh-N'Kougna	ANANI Kodjo	529 200

PREFECTURE DE KPELE

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Kpélé-Centre	NAYO Komi Paul TSELA IV	1 058 400
2	Kpélé-Kamé	EKLOU Kossi Novisi	793 800
3	Kpélé-Novivé	Yawo Awuklu GUGU VI	529 200
4	Kpélé-Govié	KPATSA Agbeko	793 800
5	Kpélé-Dutoè	SEMANU Komlan Vinyo Louis AZA IV	529 200
6	Kpélé-Akata	KONU Yawo Mawuli	529 200

REGION CENTRALE

PREFECTURE DE BLITTA

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Blitta-Gare	TCHALIM Ekpowou	1 058 400
2	Langabou	NOUGLOZEH Komi	529 200
3	Pagala-Gare	AKPAOU Ahourouma	529 200
4	Katchenké	M'BEOU Kokou Evégno	529 200
5	M'Poti	ZEOU Kossi Bingny	529 200
6	Diguengué	OFOSSOU Etovi Komla	529 200
7	Tintchro	Nana Esséni AKONTO BRUSUKU II	529 200
8	Pagala	KASSEGNE Tchankouyo	529 200
9	Atchintsé	KONTO Yao	529 200
10	Koffiti	ATSU Koffi	529 200
11	Tchaloudè	BANANOUWE Tégnah	529 200
12	Waragni	ALOU Atcha Balababadi	529 200
13	Blitta village	ALOWONOU Yaovi	529 200
14	Doufouli	KODJOVI Minassi	529 200
15	Agbandi	DJATH Gbadi	529 200

PREFECTURE DE TCHAOUDJO

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Sokodé	OURO-AKORIKO Ali	1 058 400
2	Agoulou	ZAKARI Inoussa	529 200
3	Kparatao	TCHAGODOMOU Solikobou	793 800
4	Aléhéridé	BATCHA Issa	793 800
5	Kadambara	MEDJESSIRIBI Madanoun	793 800
6	Kolina	AGORO Bassirou	529 200
7	Kpangalam	OURO-AGORO Bodjo	1 058 400
8	Tchalo	OURO-AKORIKO Bouraïma Issaka	529 200
9	Kpassouadè	OURO-GUEZERE Tchamédji Amadou	529 200

PREFECTURE DE SOTOUBOUA

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Sotouboua	PELEI Yao	793 800
2	Adjengré	ATCHOZOU AKATA Atchaa	793 800
3	Tchébébé	BABA N'Djam	793 800
4	Aouda	BATABOU Yélébidjo	793 800
5	Kaniamboua	TIOU Bèdjèzim	529 200
6	Bodjondè	BODJONA Bassaï Komi	529 200
7	Séssaro	AKISSA Akoum	529 200
8	Kazaboua	LANTO Akaba-Abalo	529 200
9	Tabindè	BADABADI Abalo	529 200
10	Kériadè	SIMLIWA Mangazilon Essodinam	793 800

PREFECTURE DE MÔ

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Tindjassi	SEYI Koffi	529 200
2	Boulohou	BAGNA Issaka	529 200
3	Kagnigbara	SAMON M'Tanroti	529 200

PREFECTURE DE TCHAMBA

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Tchamba	AFFO Oussèsseboè Dédji	793 800
2	Affem-Bossou	GOUYAGANDO Atcha	529 200
3	Bago	ASSAH Gonandi Bayèkagoh	529 200
4	Goubi	ABOU Assoumanou	529 200
5	Kaboli	ABALO Balougnin Koffi	529 200

REGION DE LA KARA

PREFECTURE D'ASSOLI

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Bafilo	KARIM Abdoulaye	793 800
2	Koumondè	AMADOU Rassirou	529 200
3	Soudou	OURO-DJOBO Safiou	793 800
4	Bouladè	ALI Adam Kassimou (Régent)	529 200

PREFECTURE DE DANKPEN

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Nandouta	TAGONE Doulgnon Paul	529 200
2	Kidjaboun	GNAMALA N'Nunabré	529 200
3	Nawaré	OUPOI Moussonnoul	529 200
4	Katchamba	DAGBADJA Oupoilkpadjou	529 200
5	Koulfiékou	YABLE Komna-Kan	529 200
6	Koutchétchéou	KAMPO Maghambou Bindjiba	529 200
7	Bapuré	LEDJI Kossi	529 200
8	Natchitikpi	GBAMAN Mougnimba	529 200

PREFECTURE DE BASSAR

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Bassar	YAWANKE Bitémi-Waké	793 800
2	Dimori	WADJA Kabou Yao	529 200
3	Bangéli	SERTCHI Madjitiba	529 200
4	Baghan	KOUTCHEOU N'Gbambé Makouya	529 200
5	Kalanga	GNANDI Natchipou	529 200
6	Sanda-Afohou	WELESSA Bissossou	529 200

PREFECTURE DE LA KOZAH

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Soumdina	AOULI Tchalimdabalo	793 800
2	Landa	HEYOU Wella Botchonbawi	529 200
3	Kouméa	ALI Pékémassim	1 058 400
4	Tcharé	TCHANGAÏ Kondjoou	529 200
5	Pya	Mme KPIKI Sama Nèmè Essoham Epse SIZING	793 800
6	Sarakawa	KROUNTA Kpassi	529 200
7	Yadé	TELOU Agouzou	529 200
8	Bohou	TOUKA Téloudè Kpassi	529 200
9	Landa Kpinzindè	SAMA Batcharo Kouya	529 200
10	Djamdè	ADOM Assima	529 200
11	Atchangbadè	KABANA Mouzou Toyi	793 800
12	Awandjélo	NABEDE Bidé	529 200

PREFECTURE DE LA BINAH

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Pagouda	PRE Gnadi-NLaba	793 800
2	Kétao	AKOLOM Pagnintoukakili (Régent)	793 800
3	Péssaré	ALIDOU Sourou	793 800
4	Boufalé	KOUMAI Panata	793 800
5	Kémérida	AGUIM ALI Bidèmnéwé	529 200
6	Pitikita	PASSOKI Mamla (Nouveau)	529 200
7	Solla	KOUNAME Bataka	529 200

PREFECTURE DE DOUFELGOU

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Défalé	ABETA Soukoum	793 800
2	Kadjalla	KPASSIRA Adjana	793 800
3	Pouda	BIELEO Djaloné	529 200
4	Baga	DALAKENA Djadja	529 200
5	Koka	MADJALWA Mafadéba	529 200
6	Tchoré	ATCHAM Yakita Alida Mégou	529 200
7	Ténéga	TOGABA Anani	529 200
8	Anima	KPONA Agnandéma	529 200
9	Massédéna	NAWOU Kpatcha	529 200

PREFECTURE DE LA KERAN

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Kpessidè	AGNINDE Kossi	529 200
2	Hélota	LEMAH Aladjou	529 200
3	Ossacré	PAKOU Ankamba	529 200
4	Nadoba	LABAKA N'Koué	529 200
5	Kandé	KADJOU Assétina	529 200
6	Akpontè	TAYAMA Tabrène	529 200

REGION DES SAVANES

PREFECTURE DE L'OTI

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Sansanné-Mango	NAMBIEMA Tabi Zakar	1 058 400
2	Tchanaga	N'TCHRIFOU Nakokou	529 200
3	Barkoissi	DOUTI Toatre	529 200
4	Sadori	BARABE Tchakoré	529 200
5	Galangashie	LAMBONI Koffi	529 200
6	Nagbéni	KOLANI Tiyémba	529 200
7	Loko	YENACKE Matiyendou	529 200

PREFECTURE DE L'OTI-SUD

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Tchamonga	KOMBATE Kombièni (Régent)	529 200
2	Takpamba	BAKPIRI Yadja M'Mokandjo	529 200
3	Kountoiré	FAMBA Mongbé Nanoumbé	529 200
4	Nali	DANA Djabadjo	529 200
5	Koumongou	DJADJITI Kpassamba	793 800

PREFECTURE DE TANDJOUARE

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Bogou	ATTA Kantame	529 200
2	Bombouaka	KANWORE Falatiénang	529 200
3	Nandoga	LAMBONI Dakoname	529 200
4	Sissiak	KOMBATE Maguibe	529 200
5	Tampialime	NAWATE Yendame	529 200
6	Goundoga	DOUTI Kombiéni	529 200
7	Lokpanou	NABOAK Kanfitin	529 200
8	Nano	BARNABO Touâtre Patrika	529 200
9	Boulogou	LANGARE Houmado	529 200
10	Sangou	NIMONE Kombiani	529 200

PREFECTURE DE TÔNE

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Dapaong	YENTCHABRE Yalbondja	1 058 400
2	Kantindi	POUNDIBE Nagnandja	793 800
3	Bidjenga	PATEFAGOU Balètène	529 200
4	Tami	DJANTE Bombome	529 200
5	Nanergou	KONDAME Gbanyabdjoa	529 200
6	Nioukpourma	TCHANTAKE Douti Labalibe	529 200
7	Naki-Ouest	PAMPANDJA Mardja Laridja	529 200
8	Korbongou	OUDANOU DOBLI Salifou Oumorou	1 058 400
9	Kourientré	DJABE MINTRE Dambé	529 200
10	Poissongui	NAMETCHOUGLI Piopo	529 200
11	Louanga	YALLIPATIGOU Moustapha	529 200
12	Natigou	NAGNOUMALE Namtante	529 200

PREFECTURE DE KPENDJAL

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Koundjoaré	KOUNGBEDI Gnoiti	793 800

PREFECTURE DE KPENDJAL-OUEST

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Naki-Est	SINANDALE Lardja	793 800
2	Nayéga	NAHM-TCHOUGLI Dametote	529 200
3	Tambonga	El Hadj LAMBONI Lardja SABDANO Damtal I	529 200
4	Papri	YEMPAPOU Goumma	529 200
5	Pogno	YENTCHABRE Galdja Labdiedo	529 200

PREFECTURE DE CINKASSE

N°	CANTONS	NOM & PRENOMS	MONTANTS (CFA)
1	Biankouri	LARMONGUE Alima	793 800
2	Timbou	SANAMBOULGA Daïdé Mamoudou	793 800
3	Boadé	TILADO Gninahin	529 200
4	Sam-naba	YOUMA Soumé Tiladé	793 800

Article 2 : La dépense est imputable au budget général de l'Etat, gestion 2026, imputation 026211910801320010840110064991l.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

DECRET N° 2026-063 /PC du 1er avril 2026 portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière du chef du canton d'Agou Nyogbo-Nord

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et du ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2025-022/PC du 08 octobre 2025 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le procès-verbal de réunion de conseil coutumier organisée le 25 août 2016 dans le canton d'Agou Nyogbo-Nord (préfecture d'Agou) en vue de la désignation du chef dudit canton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de monsieur **AHADZI Yawo Yikoényamé Wolali**, sous le nom de trône de **Togbui LELEKLELE IV**, en qualité de chef du canton d'Agou Nyogbo- Nord (préfecture d'Agou).

Article 2 : Il est alloué à monsieur **AHADZI Yawo Yikoényamé Wolali**, chef du canton d'Agou Nyogbo-Nord, des indemnités annuelles de fonctions.

La dépense est imputable au budget général.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

Article 4 : Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières et le ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 1er avril 2026

Le Président du Conseil

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Hodabalo AWATE

Le ministre des finances et du budget

Essowè Georges BARCOLA

Imp. Editogo
Dépôt légal n° 29 bis